

M. Benidickson: Les plans relatifs à la canalisation du Saint-Laurent ont été préparés en même temps que se poursuivaient les pourparlers qui ont eu lieu pendant plusieurs années entre le Canada et les États-Unis à l'égard de ce projet; ils en sont la conséquence naturelle. Certains plans ne sont que préliminaires tandis que d'autres sont définitifs. Tous les plans préparés au Canada sont l'œuvre d'ingénieurs au service de l'État. Pour ce qui est du coût des plans, la division des entreprises spéciales du ministère des Transports s'occupe de divers travaux de génie, mais ne tient pas de comptabilité distincte qui pourrait révéler les frais relatifs à une entreprise en particulier.

EMPLOYÉS D'ORGANISMES DU GOUVERNEMENT
VERSÉS À DES EMPLOIS PERMANENTS

M. Kirk (Antigonish-Guysborough):

1. Depuis 1946, combien d'employés d'organismes du gouvernement, de sociétés de la Couronne ou de corporation ont été versés à des emplois permanents et ont été autorisés par la Commission du service civil à bénéficier de la loi de la pension du service civil?

2. Dans chaque organisme, société ou corporation, combien ont ainsi été titularisés, au cours de chaque année, depuis 1946?

3. Quelle somme le gouvernement a-t-il dépensée annuellement à cette fin, relativement à chaque organisme, société ou corporation?

M. Sinclair: Nous pourrions répondre aux première et deuxième parties de la question, mais le député m'a dit que la troisième partie visait à l'obtention du chiffre des arrérages versés par le gouvernement, non pas des versements réglementaires effectués depuis que ces fonctionnaires ont été titularisés. Il n'y a pas d'arrérages.

M. l'Orateur: On a répondu à la question.

BLÉ—PAIEMENTS DE LA MISE EN COMMUN
QUINQUENNALE

M. Fair:

1. Le Gouvernement a-t-il envisagé d'indemniser les producteurs de blé des Prairies à l'égard des pertes qu'ils ont subies pour avoir subventionné la consommation canadienne au cours des années-récolte 1945-1950?

2. Dans le cas de l'affirmative, sur quelle somme les producteurs de blé peuvent-ils compter et quand la recevront-ils?

Le très hon. M. St-Laurent: Le Gouvernement a longuement et soigneusement étudié les faits exposés par les syndicats des Prairies et autres organismes au sujet du programme quinquennal de mise en commun à l'égard du blé; subséquemment, le Parlement a affecté la somme de 65 millions de dollars au règlement définitif des transactions effectuées en vertu du programme de mise en commun; le Gouvernement n'a pas l'intention de présenter d'autres propositions au Parlement à ce sujet.

[M. Courtemanche.]

IMPRESSIONS EFFECTUÉES SOUS LA DIRECTION DE
L'IMPRIMEUR DU ROI

M. Knowles:

1. Quelle valeur, en dollars, représente le volume global des impressions effectuées sous la direction de l'Imprimeur du Roi, au cours de chacune des années 1948, 1949 et 1950?

2. Quel a été le volume des impressions effectuées à l'Imprimerie nationale?

3. Quel a été le volume des impressions confiées à des imprimeries privées?

4. Des impressions confiées à des imprimeries privées, combien ont été effectuées par des imprimeries a) syndicales, b) non syndicales?

L'hon. M. Bradley:

1. Année financière 1948-1949, \$7,000,881.85; 1949-1950, \$8,177,268.79; 1950-1951, \$9,736,686.44.

2. Année financière 1948-1949, \$3,940,667.11; 1949-1950, \$4,362,657.75; 1950-1951, \$5,495,212.43.

3. Année financière 1948-1949, \$3,060,214.74; 1949-1950, \$3,814,611.04; 1950-1951, \$4,241,474.01.

4. Les renseignements ne sont pas disponibles.

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES
DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE—
DIVISION DE L'INDUSTRIE ET
DU COMMERCE

M. Black (Cumberland):

1. Au cours de 1950, combien de formules de demandes de renseignements la division de l'industrie et du commerce a-t-elle expédiées en vertu de la loi de statistique?

2. Combien d'avis, s'il en est, ont été envoyés, dans chaque province, mentionnant que des procédures seraient intentées contre les marchands qui ont négligé de transmettre leurs rapports en 1950?

3. Dans chaque province, combien a-t-on intenté de poursuites pour défaut de transmission de rapports en 1950?

4. Quel a été le nombre des condamnations ainsi que le montant des amendes, dans chaque province, a) en 1950, b) au cours des années antérieures?

M. McIlraith: Je dépose le document.

EXCÉDENTS DE BLÉ AUX
ÉLÉVATEURS—TERMINUS

M. Wright:

1. Au cours de chaque année-récolte, de 1945 à 1950, quels ont été les excédents à l'égard a) du poids des céréales, b) des catégories de céréales, dans les élévateurs-terminus, aux termes des articles 138 et 138A de la loi des grains du Canada, de 1930?

2. Quelles compagnies ont eu de ces excédents et qu'est-il finalement advenu de ces excédents?

M. McIlraith: Je dépose le document.